

**CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE INSTALLATIONS
ET GARANTIES (Mise à jour 01/01/2024)**

1. PRÉAMBULE

1.1. Les présentes Conditions Générales s'appliquent à moins qu'elles ne soient modifiées par un accord spécial accepté par écrit par les deux parties

2. FORMATION DU CONTRAT

2.1. Les offres du vendeur signées pour acceptation par l'autre partie constituent le perfectionnement du contrat.

2.2. Les offres du vendeur, qu'elles soient verbales ou écrites, ne sont pas contraignantes, à moins qu'elles ne soient expressément indiquées comme telles. Les commandes reçues par le vendeur ne seront considérées comme acceptées que si elles ont été confirmées par écrit par le vendeur. Le contrat est donc considéré comme conclu lorsque, à la réception d'une commande, le vendeur a envoyé une acceptation écrite.

2.3. Si le vendeur a fixé un délai d'acceptation lors de la formulation de son offre ferme, le contrat est réputé finalisé lorsque l'acheteur a envoyé une acceptation écrite avant l'expiration de ce délai. Toutefois, il n'y a pas de contrat valide si l'acceptation n'a pas été reçue par le vendeur au plus tard une semaine après l'expiration de ce délai. Il est établi de manière exhaustive que la livraison ne concerne que ce qui est mentionné dans la commande et qu'aucune condition particulière ne pourra être invoquée autre que celles qui sont écrites.

Sauf convention différente entre les parties, sont exclus de la fourniture: l'installation et l'essai de l'ensemble du système, les frais de voyage aller et retour tant avec les moyens du vendeur qu'avec d'autres moyens (billet d'avion, etc.), les frais de repas et de logement du personnel du vendeur pendant la période d'installation et d'essai, des éventuels travaux de maçonnerie, l'alimentation électrique du tableau général, l'alimentation de l'air comprimé, des éventuels moyens de levage, des sacs vides pour les essais de l'installation (qui doivent être mis à la disposition par le client) et tout ce qui n'est pas expressément spécifié.

2.4. Toutes les informations et données contenues dans la documentation générale du produit et dans les listes de prix ne sont contraignantes que si elles sont expressément mentionnées par écrit dans le contrat.

3. DESSINS ET DOCUMENTS DESCRIPTIFS

3.1. Les poids, les dimensions, les capacités, les prix, les rendements et autres données incluses dans les catalogues, les prospectus, les circulaires, les annonces publicitaires, les illustrations et les listes des prix sont indicatifs. Ces données n'ont aucune valeur contraignante, sauf dans la mesure où elles sont expressément mentionnées dans le contrat à titre de référence.

3.2. Tous les dessins ou documents techniques permettant la production ou l'assemblage des ouvrages et de leurs pièces et remis à l'acheteur avant ou après la conclusion du contrat, restent la propriété exclusive du vendeur. Ils ne peuvent être utilisés par l'acheteur, ni copiés, reproduits, transmis ou communiqués à des tiers sans le consentement du vendeur.

Le vendeur n'est pas obligé de fournir des dessins industriels pour le produit ou les pièces de rechange.

4. EMBALLAGE

4.1 Sauf indication contraire :

- a) les prix indiqués dans les listes de prix et les catalogues se réfèrent à la "marchandise nue";
- b) les prix indiqués dans les offres fermes et dans le contrat incluent ceux de l'emballage ou de l'équipement de protection nécessaire (si convenu) pour éviter tout dommage ou détérioration du matériel en conditions normales de transport à la destination prévue dans le contrat.

Le vendeur emballera les marchandises, si cela est prévu dans le contrat, en restant explicitement exonérées de toute responsabilité en cas d'avaries ou de pertes.

Tout emballage spécial sera demandé par écrit par l'acheteur et entraînera un coût supplémentaire qui sera déterminé par le vendeur de temps en temps, excluant toute exception.

5. PRIX

5.1. Le prix convenu et indiqué dans la commande sera affecté par les augmentations pouvant survenir pendant la fourniture, sur le coût des matériaux, la main-d'œuvre et les coûts qui y sont liés. À cet effet, le prix de la fourniture doit être entendu comme suit : 40% suivra l'augmentation des matériaux ; 50% suivra l'augmentation de la main-d'œuvre et des frais connexes ; 10% restera fixe et invariable.

L'acheteur est obligé de payer l'acompte convenu dans les 5 jours ouvrables à compter de la signature du présent contrat.

Le paiement après le délai mentionné ci-dessus entraînera pour l'acheteur des frais supplémentaires éventuels, par l'augmentation du prix.

6. LOIS ET RÈGLEMENTS LOCAUX

6.1. L'acheteur doit assister le vendeur de la meilleure manière possible pour obtenir les informations nécessaires sur les lois et règlements locaux applicables aux ouvrages et sur les taxes et droits y afférents.

6.2. Si, à la suite d'une modification de ces lois ou règlements survenant après l'offre, le coût de l'installation est augmenté, le montant de cette augmentation sera ajouté au prix convenu.

7. CONDITIONS DE TRAVAIL

7.1.

- a) le travail ne doit pas être effectué dans des lieux insalubres ou dangereux;
- b) le personnel du vendeur doit pouvoir trouver suffisamment de nourriture et de logement à proximité de la zone d'installation et bénéficier de services médicaux et sanitaires appropriés;
- c) le vendeur doit pouvoir disposer sur place en temps utile et gratuitement, sauf convention contraire, des équipements, des matières consommables, de l'eau et de l'énergie prévus au contrat;
- d) l'acheteur doit mettre gratuitement à la disposition du vendeur, sauf convention contraire, des locaux fermés ou gardés, sur le lieu ou à proximité, qui lui permettent de protéger contre le vol et la détérioration le matériel destiné au montage, les équipements et outils nécessaires, ainsi que les vêtements du personnel;
- e) le vendeur n'est pas tenu de procéder aux travaux de construction et démolition ou autres mesures exceptionnelles concernant le transport du matériel du site de déchargement au lieu de l'installation.

Si l'une des conditions énoncées dans le présent paragraphe n'est pas respectée, les prix seront soumis à un surcoût.

7.2. Si, du fait du non-respect d'une ou plusieurs des conditions susmentionnées, il survient une situation telle qu'il n'est pas raisonnable d'exiger du vendeur l'exécution des ouvrages, celui-ci peut refuser sans préjudice des actes qui pourraient lui être dus.

8. INSTALLATION SUR UNE BASE HORAIRE ET INSTALLATION SUR UNE BASE FORFAITAIRE

8.1. Lorsque l'installation est effectuée "sur une base horaire" les éléments suivants sont facturés séparément:

- a) les frais de déplacement encourus par le vendeur pour son personnel et ceux encourus pour le transport des outils et effets personnels (dans des limites raisonnables), selon les modes et classes de transport prévus dans le contrat;
- b) une indemnité journalière de déplacement pour chaque jour d'absence du personnel de sa résidence normale, jours de repos et jours fériés compris;
- c) le temps travaillé, calculé sur la base des heures indiquées sur les relevés des temps signés par le client. Les heures supplémentaires, les heures travaillées le dimanche ou les jours fériés et les heures de nuit sont facturées aux tarifs spéciaux spécifiés dans le contrat. Sauf indication contraire, les taux horaires couvrent l'usure et l'amortissement des outils portables et des outils légers du vendeur;
- d) le temps nécessairement consacré à:
 - I) les préparatifs et formalités de départ et de retour;
 - II) les voyages aller et retour;
 - III) le trajet quotidien entre le lieu d'hébergement et le lieu de travail, le matin et le soir, s'il dépasse une demi-heure et si aucun logement n'est disponible plus près du lieu de travail;

Gruppo Pellicola S.r.l.

Siège social: Contrada Torre La Macchia sn - 70022 Altamura (BA) Italie

Code TVA et Fiscal IT 07968000724 - SDI CODE: T04ZHR3 - gruppopediccola@pec.it

info@gruppopediccola.com +39.080.3101016 - www.gruppopediccola.com

- IV) les temps d'attente, lorsque le travail ne peut être effectué pour des raisons dont le vendeur n'est pas responsable selon le contrat;
- e) les frais encourus par le vendeur dans le cadre du contrat pour la fourniture des outils, ainsi que, le cas échéant, le prix de location de l'équipement lourd appartenant au vendeur;
- f) les droits et taxes que le vendeur a dû payer sur le montant des factures dans le pays où l'installation a lieu.

8.2. Lorsque l'assemblage doit être payé forfaitairement, le prix indiqué dans l'offre doit comprendre tous les éléments détaillés au paragraphe 8.1. Toutefois, si la durée du montage est prolongée pour une raison quelconque due à l'acheteur ou à ses fournisseurs autres que le vendeur contractuel, et si, en conséquence le travail du personnel de ce dernier est interrompu ou augmenté, tout temps d'attente et tout travail, les indemnités de séjour et les frais de déplacement supplémentaires de ce personnel seront facturés en supplément.

9. ESSAIS DE RECEPTION

9.1. (Objet et méthodes des essais de réception chez l'acheteur) - Pour les machines pour lesquelles a été convenu l'essai, il aura lieu dans les locaux de l'acheteur. L'essai doit être considéré comme réussi:

- a) si l'acheteur est présent à l'essai, en cas de réclamation non spécifique écrite dans le procès-verbal d'essai concernant tout défaut de conformité de la machine, pendant ou immédiatement après la fin de l'essai;
- b) dans le cas où l'acheteur déclare qu'il ne veut pas assister à l'essai ou, en tout cas que il n'y assiste pas, si le rapport d'essai final rédigé par le vendeur ne fait apparaître aucun défaut de conformité de la machine.

Le vendeur, dans le cas visé au point b ci-dessus, notifiera donc l'essai à l'acheteur par écrit en temps utile pour lui permettre de se faire représenter. Si l'acheteur n'est pas représenté, le rapport d'essai est envoyé à l'acheteur qui est tenu d'approuver son exactitude. Dans le cas où les modifications introduites pour rendre les machines conformes à la performance promise sont significatives, l'essai peut être répété si le vendeur le permet, et il sera effectué de la même manière et avec les mêmes conséquences que le premier. Les délais de livraison s'entendent prolongés d'une période égale à celle nécessaire pour effectuer les modifications ou, en cas de deuxième essai, d'une période égale à celle entre le premier et le deuxième essai. Le deuxième essai éventuel ne vérifiera que le défaut spécifique de non-conformité de la machine tel qu'indiqué dans le rapport du premier essai; en tout état de cause, l'acheteur n'aura pas le droit de contester l'existence de défauts exorbitants de l'objet de l'essai indiqué ci-dessus.

Lorsque les ouvrages sont terminés et ont passé tous les essais, l'acheteur prend en charge les ouvrages et la garantie commence à courir. Lorsque le montage ou l'installation de la machine ne doit pas être effectué par le vendeur, l'acheteur doit les effectuer selon les instructions du fabricant.

9.2. (Mise en service dans les locaux de l'acheteur) - Lorsque la mise en service dans les locaux de l'acheteur a été expressément convenue par écrit entre les parties, elle doit être effectuée aux frais et sous la responsabilité de l'acheteur.

La mise en service de la machine doit être considérée comme réussie s'il n'y a pas de réclamation écrite spécifique, dans le rapport de mise en service, concernant d'éventuels défauts de conformité de la machine ou d'exécution du montage ou de l'installation, pendant ou immédiatement après la fin de la mise en service. Lorsque le montage ou l'installation de la machine ne doit pas être effectué par le vendeur, l'acheteur doit les terminer avant la date prévue pour la mise en service. L'acheteur doit communiquer au vendeur la date de la mise en service avec un préavis suffisant pour permettre au personnel du vendeur d'être présent. Sauf convention contraire entre les parties, l'acheteur doit organiser la mise en service de telle sorte qu'elle ait lieu au plus tard trente jours après la fin de l'essai; dans le cas contraire, à cette date, la mise en service doit être considérée comme réussie.

L'acheteur doit fournir gratuitement et dans des limites raisonnables la force motrice, les lubrifiants, l'eau, les combustibles et les matériaux de toute nature à utiliser pendant la mise au point et l'installation. Il devra également installer gratuitement tout dispositif nécessaire aux opérations susmentionnées.

9.3. (Effets des essais de réception) - L'acheteur perd tous les droits, garanties, actions et exceptions relatifs aux défauts de conformité et aux défauts de la machine qui, selon toute diligence, auraient pu être décelés lors des essais de réception de la machine, à moins que des défauts de conformité ou des vices de la machine aient été expressément contestés par écrit dans le procès-verbal d'essai, pendant ou immédiatement après l'essai.

10. TRANSFERT DES RISQUES

10.1. Tous les risques relatifs à la sélection, au levage jusqu'aux étages de l'immeuble et à l'installation des machines ou de leurs parties sont à la charge exclusive de l'acheteur, même dans le cas où celui-ci fait appel au personnel du vendeur. La demande de paiement du travail effectué qui en découle ne constitue pas une dérogation dans ce dernier cas.

10.2. Les marchandises voyagent aux risques et périls de l'acheteur même lorsqu'elles sont vendues "franco destination" et même si le transport est effectué avec les moyens du vendeur.

11. CONDITIONS DE LIVRAISON

11.1. Les délais de livraison pour la production et la livraison des marchandises, bien qu'indiqués dans la confirmation de commande, sont approximatifs et non essentiels. Les retards de livraison éventuels ne donnent pas le droit à l'acheteur d'exiger la résiliation du contrat, ni d'exiger des compensations ou indemnités pour les dommages directs ou indirects, ou de toute autre nature pour quelque raison ou titre que ce soit, toute exception étant supprimée et ignorée.

11.2. (Retard de livraison et d'installation) - Si la livraison ou l'installation de la machine est retardée à cause de l'acheteur, le paiement doit également être effectué conformément aux conditions établies, excluant dès à présent toute exception visant à retarder le paiement, même si, après la signature de la commande, des causes de force majeure pourraient survenir.

11.3. Si l'acheteur ne retire pas le matériel à la date d'expiration établie, il doit également effectuer tous les paiements liés à la livraison comme si le matériel avait été livré. Le vendeur doit s'occuper du stockage du matériel aux frais et aux risques de l'acheteur; par conséquent, il aura le droit de résilier le contrat et d'obtenir une indemnisation de la part de l'acheteur pour tout dommage subi en raison de l'inexécution, après une notification écrite à l'acheteur et sans qu'il soit nécessaire de demander la décision favorable d'un Tribunal.

11.4. Si le retard de livraison est déterminé par l'une des circonstances visées à la clause 21, par un acte ou une omission de l'acheteur ou par toute autre circonstance imputable à l'acheteur, le vendeur aura le droit de prolonger les délais de livraison de la période nécessaire, compte tenu des circonstances particulières. Cette disposition s'appliquera que la raison du retard survienne avant ou après la date de livraison prévue.

11.5. Si, pour une raison quelconque non imputable au vendeur, l'acheteur n'accepte pas la livraison dans le délai établi, le vendeur sera en mesure de résoudre totalement ou partiellement le contrat en le notifiant par écrit. Dans ce cas, le vendeur aura droit à une indemnisation pour le préjudice subi du fait du défaut d'accomplissement de l'acheteur, y compris les dommages directs et le manque à gagner.

12. PAIEMENT

12.1. Les paiements doivent être effectués au siège de la société vendeuse. Gruppo Pellicola S.r.l. bénéficie expressément du droit visé à l'article 1461 du Code civil italien.

12.2. Tout paiement anticipé versé par l'acheteur est considéré comme un acompte et ne constitue pas une caution.

12.3. Si la livraison a été effectuée avant le paiement de la totalité du montant dû, conformément au contrat, le matériel livré reste la propriété du fournisseur dans la mesure permise par la loi du Pays où le matériel est situé après la livraison, jusqu'à ce que le paiement intégral ait été effectué. Si cette loi n'accorde pas au vendeur le droit de réserve de propriété, le vendeur est en droit de bénéficier de tous les autres droits sur le matériel que la loi en question lui permet de réserver. L'acheteur doit aider le vendeur à prendre toute mesure nécessaire pour protéger le droit de propriété de ce dernier ou tout autre droit mentionné ci-dessus. La réserve pour le droit de propriété n'aura aucun effet sur le transfert du risque en vertu de la clause 10.

12.4. Si l'acheteur tarde à effectuer un paiement, le vendeur a le droit, moyennant notification écrite à l'acheteur, de réclamer des intérêts moratoires au taux de deux points de plus que la mesure légale. Si, à l'expiration du délai de retard de paiement de trente jours, l'acheteur est toujours en défaut, le vendeur a le droit, moyennant notification écrite à l'acheteur et sans qu'il soit nécessaire de demander la décision favorable d'un Tribunal, de résilier le contrat et d'obtenir en conséquence une indemnisation de l'acheteur pour le montant du préjudice subi.

12.5. Quel que soit le mode de paiement utilisé, l'obligation de paiement ne s'éteint que lorsque le montant dû est crédité irrévocablement sur le compte du vendeur.

13. TRAVAUX PREPARATOIRES

13.1 L'acheteur est responsable de l'exécution des travaux préparatoires conformément aux instructions données par le vendeur. Ces travaux doivent être achevés en temps utile et les blocs de fondation doivent être tels qu'ils puissent recevoir le matériel au moment opportun. L'acheteur doit fournir gratuitement la main-d'œuvre qualifiée supplémentaire nécessaire.

13.2. L'acheteur est responsable de mettre à disposition des fondations adéquates, les constructions, l'équipement de levage, le personnel qualifié, l'eau, les branchements pour l'électricité et autres fluides, les matières premières et autres matériaux, la main-d'œuvre, les services et l'équipement raisonnablement nécessaires pour permettre aux techniciens du vendeur d'effectuer l'installation et la mise en service du système.

14. RÈGLES DE SÉCURITÉ

14.1 L'acheteur doit informer le vendeur en détail des règles de sécurité qu'il prescrit pour son personnel et le vendeur doit s'assurer que ses employés les respectent.
14.2 Si l'acheteur découvre des infractions à ces règles, il doit en informer le vendeur dès que possible et par écrit, et il a le droit d'interdire immédiatement l'accès à la zone d'installation aux personnes coupables de telles infractions.

15. TRAVAUX EXTRA-CONTRACTUELS

15.1. L'acheteur ne peut, sans le consentement préalable du vendeur, employer le personnel du vendeur pour des travaux en dehors du cadre du contrat. En cas de consentement du vendeur, le vendeur n'assume aucune responsabilité pour ces travaux et l'acheteur est responsable de la sécurité du personnel du vendeur pour le temps pendant lequel il est employé dans le travail en question.

16. DROIT D'INSPECTION DU VENDEUR

16.1 Jusqu'à la prise en charge et pendant tous les travaux résultant de la mise en œuvre de la garantie, le vendeur a à tout moment le droit d'inspecter les travaux pendant les heures de travail sur la zone d'installation.

17. MODIFICATIONS

17.1. Le vendeur se réserve le droit d'apporter aux biens et objets de la vente toutes modifications qui, sans altérer les caractéristiques essentielles et les exigences de sécurité, peuvent être nécessaires ou appropriées, même pendant l'exécution du contrat. Les modifications techniques proposées par l'acheteur après la conclusion du contrat ne peuvent être apportées que par accord écrit entre les parties ; cet accord écrit déterminera, le cas échéant, les résultants modifications des prix, des conditions de livraison et des ultérieures conditions du contrat.

18. FORMATION DU PERSONNEL DE L'ACHETEUR

18.1. Si le contrat le prévoit, le vendeur établit les conditions auxquelles il assure l'instruction à donner au personnel de l'acheteur qui devra faire fonctionner le matériel.

19. GARANTIE

19.1. (Conformité des machines) - Le vendeur s'engage à livrer des machines conformes à ce qu'a été convenu et exemptes de défauts de nature à les rendre impropres à l'usage pour lequel des machines du même type sont habituellement utilisées.

Lorsque l'acheteur demande la fourniture d'une machine comportant des variantes de tout type et de toute entité par rapport à la machine figurant dans le catalogue du vendeur (ou, en tout état de cause, demande la fourniture d'une machine personnalisée), il doit notifier par écrit au vendeur les dessins, les documents techniques, les données et toutes autres instructions, étant entendu que le vendeur ne sera tenu de livrer une machine conforme auxdites modifications que si elles ont été confirmées par écrit par le vendeur.

Toute garantie pour des marchandises autres que les machines est exclue.

19.2. (Extension de garantie) - Le vendeur ne répond pas des défauts de conformité des machines et des défauts dérivant, même indirectement, des dessins, projets, informations, logiciels, documentations, indications, instructions, matériaux, produits semi-finis, composants, autres biens matériels et de tout ce qui a été fourni, indiqué ou demandé par l'acheteur ou par des tiers agissant, à quelque titre que ce soit, pour le compte de ce dernier; le vendeur ne répond pas non plus des défauts de conformité et des vices des matériaux, des logiciels, des produits semi-finis, des composants et de tout autre produit incorporé ou non dans les machines, fournis, indiqués ou demandés par l'acheteur ou par des tiers agissant, à quelque titre que ce soit, pour le compte de ce dernier.

Le vendeur ne répond pas non plus des défauts de conformité des machines et des défauts dus à l'usure normale des pièces qui, par leur nature, sont soumises à une usure rapide et continue (par exemple, joints, courroies, brosses, fusibles, etc.).

Dé même, le vendeur n'est pas responsable des défauts de conformité des machines et des vices causés par le non-respect des normes prévues dans le manuel d'instructions et, dans tous les cas, par une mauvaise utilisation ou un mauvais traitement de la machine. Il n'est pas non plus responsable des défauts de conformité et des vices résultant d'une mauvaise utilisation de la machine par l'acheteur ou d'une modification ou réparation effectuée sans l'accord écrit préalable du vendeur. Dans le cas de machines expédiées démontées, qui doivent être montées par le vendeur, toute garantie sera considérée comme nulle si le montage chez l'acheteur n'est pas effectué directement par le vendeur ou au moins sous le contrôle de son personnel spécialisé. En aucun cas, le vendeur ne peut être tenu responsable des défauts de conformité et des défauts causés par des événements postérieurs au transfert des risques à l'acheteur.

Le vendeur ne garantit pas l'existence de revendications ou de droits fondés sur la propriété industrielle ou intellectuelle de tiers, relatives à la machine ou à la documentation communiquée à l'acheteur. Dans tous les cas, la responsabilité du vendeur pour le calcul des fondations est exclue. Cette garantie ne couvre pas les pièces électriques, les pièces endommagées par une mauvaise utilisation ou un manque d'entretien, ni la main-d'œuvre nécessaire pour remplacer les pièces. Aucune indemnité ne sera versée - pour les dépenses, les dommages ou les pertes de profits - encourus par l'acheteur.

19.3. (Durée de la garantie) - Cette garantie est valable 12 mois à compter de la date de livraison. Toutefois, lorsqu'il est convenu entre les parties que la mise en service doit avoir lieu dans les locaux de l'acheteur, cette garantie dure 12 mois à compter de la date de mise en service de la machine chez l'acheteur et, en tout état de cause, pas plus de 15 mois à compter de la date de la livraison de la machine. Les garanties sont accordées à condition que l'acheteur coopère pleinement avec le vendeur tout au long du processus de conception, d'installation, d'essai et de mise en service et qu'il fournisse tout ce qui est nécessaire à l'installation, à l'essai et à la mise en service du système conformément au contrat ou à ce qui peut raisonnablement être indiqué et demandé par le vendeur.

La garantie pour les pièces remplacées ou réparées expire le même jour que la garantie de la machine.

19.4. (Notification des défauts de conformité) - L'acheteur, sous peine de déchéance, doit signaler le défaut de conformité ou le vice des machines au vendeur en précisant par écrit et en détail la nature, dans les 15 jours à compter du moment où il l'a découvert ou aurait pu le découvrir par un examen et un essai approfondi de la machine. En aucun cas la notification d'un défaut de conformité ou d'un vice ne peut être valablement faite après la date d'expiration des conditions de garantie énoncées à la clause 19.3 ci-dessus.

De plus, l'acheteur perd la garantie s'il ne permet pas au vendeur d'exercer tout le contrôle raisonnable qu'il demande ou si, après que le vendeur a fait une demande de retour de la pièce défectueuse, l'acheteur ne retourne pas cette pièce dans un court délai à compter de cette demande.

19.5. (Réparations ou remplacements) - Suite à une réclamation régulière de l'acheteur, faite conformément à la clause 19.4, le vendeur, à son choix, après avoir constaté l'existence du défaut, peut:

- fournir gratuitement à l'acheteur les pièces nécessaires pour remplacer celles défectueuses; ou
- effectuer ou faire effectuer la réparation à ses frais par des tiers; ou
- rembourser le prix payé par l'acheteur pour les pièces qui se seront avérées défectueuses.

La fourniture éventuelle des pièces en remplacement des pièces défectueuses aura lieu Départ usine.

19.6. (Limitation de responsabilité du vendeur) - Sauf dol ou faute grave du vendeur, l'indemnisation éventuelle de tout dommage subi par l'acheteur ne peut toutefois excéder la part de la valeur de la machine relative à la pièce défectueuse.

La garantie visée dans le présent article est absorbante et se substitue aux garanties ou responsabilités prévues par la loi, en excluant toute autre responsabilité du vendeur qui, toutefois, découlent des produits livrés; en particulier, l'acheteur ne peut faire valoir aucun autre droit à dommages et intérêts, réduction de prix ou résiliation du contrat. Après l'expiration de la période de garantie, aucune réclamation ne pourra être avancée.

20. RÉPARTITION DE LA RESPONSABILITÉ POUR LES DOMMAGES CAUSÉS PAR LE PRODUIT

20.1 Le vendeur n'est pas responsable des dommages causés au patrimoine par le produit après sa livraison et pendant sa possession par l'acheteur. Le vendeur ne sera pas également responsable des dommages aux produits fabriqués par l'acheteur ou aux produits desquels les produits de l'acheteur font partie.

Si le vendeur encourt sa responsabilité à l'égard de tiers pour les dommages décrits à l'alinéa précédent, l'acheteur doit indemniser, soutenir sa défense et le protéger des réclamations.

21. FORCE MAJEURE

21.1. Le vendeur aura le droit de suspendre l'exécution du contrat dans la mesure où un cas de force majeure empêche son exécution, c'est-à-dire dans l'hypothèse :

- a) du fait échappant à la sphère de contrôle du redevable;
- b) de l'imprévisibilité de l'événement au moment de la conclusion du contrat;
- c) de l'insurmontabilité de l'événement empêchant ou de ses conséquences;
- d) de guerres, rébellions, actes de terrorisme, sabotages, épidémies, cyclones, séismes, sécheresse, etc.

22. COMMUNICATIONS

22.1. Sans préjudice de toute autre disposition expresse du contrat, toutes les communications doivent être faites par écrit à l'adresse indiquée par les dispositions dans le contrat.

22.2. Toutes les informations communiquées par chaque partie à l'autre concernant la conception, la réalisation, le développement de l'installation, les plans financiers, les prévisions et tout autre document portant la mention "confidentiel ou secret" doivent être traitées par la partie qui les reçoit de manière confidentielle et avec toute précaution raisonnable pour en assurer le caractère secret.

23. RÉSOLUTION DU CONTRAT

23.1. La résolution du contrat, pour quelque raison que ce soit, ne porte pas préjudice aux droits du vendeur. En cas de résolution du contrat, même avant son exécution, le vendeur a droit à une somme correspondant à au moins 35% du montant total de la fourniture, sans préjudice de toute action en réparation d'un dommage supérieur.

24. RÉGLEMENT DES LITIGES ET DROIT APPLICABLE

24.1. Le tribunal du vendeur à savoir le Tribunal de Bari sera exclusivement compétent pour les litiges découlant du contrat ou liés au contrat, à l'exclusion expresse de tout autre tribunal compétent par la loi. Les parties concluent expressément d'un commun accord l'application de la législation italienne, à l'exclusion de toute autre convention internationale, qui sera interprétée comme inexistante et non applicable.

Cette compétence ne peut en aucun cas faire l'objet d'une dérogation, ni dans l'hypothèse dans laquelle l'acheteur a l'intention d'exercer un recours à la suite d'une action intenté contre lui par des tiers, ni même dans le cas prévu par l'alinéa de l'art. 2204 du Code civil italien. Dans le cas où le présent contrat est conclu à l'étranger ou avec un citoyen étranger, la compétence de l'autorité judiciaire italienne reste désormais exclusivement et de manière exhaustive convenue.

24.2 Le contrat est régi par le droit du Pays de la société vendeuse, c'est-à-dire le Droit Italien.

24.3 Les parties conviennent que la rédaction en italien du présent contrat est l'original et fait foi entre les parties.

L'acheteur déclare avoir pris connaissance et accepter expressément les présentes conditions générales de vente.

Dans les présentes conditions générales, le terme "matériel" désigne toutes sortes de machines, d'appareils, de matériaux et d'autres objets à fournir par le vendeur dans le cadre du contrat. Le terme "travaux" désigne à la fois le "matériel" et tous les travaux à exécuter par le vendeur en vertu du contrat.

POUR ACCEPTATION
DATE, TIMBRE ET SIGNATURE

Gruppo Pellicola S.r.l.
Signature PELLICOLA CARLO



820/24



TRIBUNALE DI BARI
UFFICIO VOLONTARIA GIURISDIZIONE

VERBALE DI GIURAMENTO DI TRADUZIONE GIURATA

L'anno 2024 il giorno 26 del mese di febbraio, nella cancelleria suddetta, innanzi al sottoscritto, IL DIRETTORE Dr. Carmelo Roberto DIPASQUALE funzionario giudiziario è personalmente comparsa Ferrulli Maria nata il 19/07/1975 ad Altamura residente in Altamura via A. Volta n. 1, la quale chiede di asseverare con giuramento l'antescritta traduzione dall'italiano al francese, nell'interesse di Gruppo Pellicola S.r.l. riportata su n. 4 facciate con allegato documento originale ovvero fotocopia, ed in effetti giura secondo la seguente formula: "GIURO DI AVERE BENE E FEDELMENTE PROCEDUTO ALL'INCARICO AFFIDATOMI AL SOLO SCOPO DI FAR CONOSCERE LA VERITÀ".

Letto, confermato e sottoscritto

Maria Ferrulli

Dr. Carmelo Roberto DIPASQUALE
IL DIRETTORE

TRIBUNAL DE BARI
CHAMBRE DE JURIDICTION VOLONTAIRE

RAPPORT DE SERMENT DE TRADUCTION ASSERMENTÉE

En 2024, le 26 février, à la chancellerie précitée, devant moi, _____, huissier de justice, a personnellement comparu Ferrulli Maria, née le 19 juillet 1975 à Altamura, résident à Altamura, rue A. Volta n. 1, qui demande à prêter serment à la traduction de l'italien vers le français décrite précédemment, dans l'intérêt de Gruppo Pellicola S.r.l. rapportée sur n. 4 côtés avec document original ou photocopie jointe, et jure en fait selon la formule suivante : "JE JURE QUE J'AI BIEN ET FIDELEMENT ACCOMPLI LA TACHE QUI M'A ETE CONFIEE DANS LE SEUL BUT DE FAIRE CONNAITRE LA VERITE".

Lu, confirmé et signé

Maria Ferrulli



Il DIRETTORE
D. ...

Il DIRETTORE
D. ...



Il DIRETTORE
D. ...

Il DIRETTORE
D. ...



CONDIZIONI GENERALI DI VENDITA IMPIANTI E GARANZIE (Aggiornate al 01/01/2024)

1. PREAMBOLO

1.1. Le presenti Condizioni Generali sono applicabili, tranne il caso che vengano modificate da un accordo apposito accettato per iscritto da entrambe le parti.

2. FORMAZIONE DEL CONTRATTO

2.1. Le offerte del venditore sottoscritte per accettazione dall'altra parte costituiscono perfezionamento del contratto.

2.2. Le offerte del venditore sia verbali che scritte non sono impegnative se non espressamente dichiarate tali. Le ordinazioni che pervengono al venditore si intendono accettate solo se da esso confermate per iscritto. Il contratto dunque è ritenuto perfezionato quando, su ricevimento di un ordine, il venditore abbia spedito una accettazione scritta.

2.3. Se il venditore nel formulare la sua offerta ferma, ha stabilito un termine-limite per l'accettazione, il contratto è ritenuto perfezionato allorché il compratore ha spedito una accettazione scritta prima dello scadere di detto termine. Tuttavia non vi sarà contratto valido se l'accettazione non sia pervenuta al venditore al più tardi una settimana dopo lo spirare di detto termine-limite. Viene tassativamente stabilito che la fornitura riguarderà esclusivamente quanto elencato nell'ordinazione, né potranno essere invocate condizioni particolari che non siano quelle scritte.

Sono escluse dalla fornitura, salvo diverso accordo tra le parti: il montaggio e il collaudo dell'intero impianto, le spese di viaggio di andata e ritorno sia con mezzi del venditore che con altri mezzi (biglietto aereo ecc.), le spese di vitto e alloggio per il personale della parte venditrice durante il periodo di montaggio e collaudo, eventuali opere murarie, alimentazione corrente elettrica al quadro generale di comando, alimentazione aria compressa, gli eventuali mezzi di sollevamento, i sacchi vuoti per collaudo impianto molitorio (che dovranno essere messi a disposizione dal compratore) e ogni quant'altro non espressamente specificato.

2.4. Tutte le informazioni ed i dati contenuti nella documentazione generale del prodotto e nei listini prezzi saranno vincolanti solo laddove si faccia ad essi espressamente riferimento per iscritto in seno al contratto.

3. DISEGNI E DOCUMENTI DESCRITTIVI

3.1. I pesi, le dimensioni e le capacità, i prezzi, i rendimenti e gli altri dati figuranti nei cataloghi, prospetti, circolari, annunci pubblicitari, illustrazioni e listini dei prezzi hanno carattere di indicazioni approssimative. Questi dati non hanno valore impegnativo se non nella misura in cui essi sono espressamente menzionati nel contratto in via di riferimento.

3.2. Qualsiasi disegno o documento tecnico che permetta la fabbricazione od il montaggio delle opere e delle loro parti, e rimesso al compratore prima o dopo la stipulazione del contratto, rimane di esclusiva proprietà del venditore. Essi non possono essere utilizzati dal compratore, o copiati, riprodotti, trasmessi o comunicati a terzi senza il consenso del venditore.

Il venditore non ha l'obbligo di fornire disegni industriali relativi al prodotto o alle parti di ricambio.

4. IMBALLAGGI

4.1. Salvo diversa precisazione:

a) i prezzi indicati nei listini dei prezzi e nei cataloghi si intendono riferiti a "merce nuda";

b) i prezzi indicati nelle offerte ferme ed in contratto comprendono quelli degli imballaggi o dei mezzi di protezione necessari (se concordati) per evitare danni o deterioramenti del materiale in condizioni normali di trasporto, per la destinazione stabilita in contratto.

Il venditore provvederà all'imballaggio della merce, se previsto in contratto, restando esplicitamente esonerato da ogni responsabilità per avarie o perdite. Eventuali imballaggi speciali saranno richiesti per iscritto dal compratore e comporteranno un costo aggiuntivo che verrà di volta in volta determinato dal venditore, ogni eccezione rimossa e disattesa.

5. PREZZO

5.1. Il prezzo convenuto e riportato nell'ordinazione risentirà degli aumenti che dovessero intervenire nel corso della fornitura, sul costo dei materiali, della manodopera e degli oneri ad essa afferenti. A tale effetto il prezzo della fornitura dovrà essere inteso così suddiviso: 40% seguirà l'aumento dei materiali; 50% seguirà l'aumento della mano d'opera e degli oneri relativi; 10% resterà fisso ed invariabile.

Il compratore si obbliga a corrispondere l'acconto pattuito entro e non oltre 5 giorni lavorativi dalla sottoscrizione del presente contratto.

Il pagamento oltre il suddetto termine pone a carico del compratore ogni ulteriore spesa con l'aumento del prezzo.

6. LEGGI E REGOLAMENTI LOCALI

6.1. Il compratore deve assistere il venditore nel miglior modo possibile perché ottenga le informazioni necessarie circa le leggi ed i regolamenti locali applicabili alle opere ed alle imposte e tasse ad esse afferenti.

6.2. Se, in seguito ad una modifica di dette leggi o regolamenti verificatasi posteriormente all'offerta, il costo del montaggio venga ad essere aumentato, l'ammontare di tale aumento verrà aggiunto al prezzo concordato.

7. CONDIZIONI DI LAVORO

7.1.

a) i lavori non devono svolgersi in luoghi insalubri o pericolosi;

b) il personale del venditore deve avere la possibilità di trovare sufficiente e conveniente vitto e alloggio nelle vicinanze dell'area di installazione, e poter fruire di servizi medico-sanitari appropriati;

c) il venditore deve poter disporre sul posto in tempo utile e gratuitamente, salvo patto contrario, delle attrezzature, materiali di consumo, acqua ed energia così come precisato nel contratto;

d) il compratore deve mettere gratuitamente a disposizione del venditore, salvo accordo in contrario, locali chiusi o custoditi, sull'area o nelle vicinanze, che gli permettano di mettere al sicuro dal furto e dai deterioramenti il materiale destinato al montaggio, gli equipaggiamenti e gli attrezzi necessari, così come gli effetti di vestiario del personale;

e) il venditore non è tenuto a intraprendere lavori di costruzione e demolizione od a prendere altre misure eccezionali per quanto concerne il trasporto del materiale dal punto di scarico al luogo del montaggio.

Se una qualsiasi delle condizioni enunciate nel presente paragrafo non viene osservata, i prezzi saranno oggetto di una maggiorazione.

7.2. Qualora, a causa della mancata osservanza di una o più delle predette condizioni, si verifichi una situazione tale da rendere irragionevole l'esigere dal venditore l'esecuzione delle opere, questi può rifiutarsi senza pregiudizio delle azioni che potessero spettargli.

8. MONTAGGIO AD ECONOMIA E MONTAGGIO A FORFAIT

8.1. Quando il montaggio è fatto "ad economia" le seguenti voci sono fatturate separatamente:

a) le spese di viaggio incontrate dal venditore per il suo personale e quelle di trasporto degli attrezzi e degli effetti personali (in limiti ragionevoli), secondo i modi e le classi di trasporto così come precisate nel contratto;

b) una indennità giornaliera di spostamento per ogni giorno di assenza del personale dalla sua residenza normale, ivi compresi i giorni di riposo e i giorni festivi;

c) il tempo lavorato, calcolato in base al numero di ore segnate sui fogli di presenza firmati dal compratore. Le ore straordinarie, quelle lavorate di domenica od in giorno festivo e le ore notturne vengono fatturate alle tariffe speciali menzionate nel contratto. Salvo disposizioni speciali, le tariffe orarie coprono l'usura e l'ammortamento degli attrezzi portatili e dell'attrezzatura leggera del venditore;

d) il tempo necessariamente impiegato per:

I) i preparativi e le formalità alla partenza e al ritorno;

II) i viaggi di andata e ritorno;

III) il tragitto quotidiano dall'alloggio al luogo di lavoro, mattino e sera, qualora superi la mezz'ora e non vi siano disponibili alloggi più vicini al luogo di lavoro;

IV) i tempi di attesa, quando il lavoro non può effettuarsi per cause delle quali il venditore non sia responsabile in base al contratto;

e) le spese sostenute dal venditore in base al contratto circa la fornitura degli attrezzi, così come, se del caso, il prezzo di affitto dell'attrezzatura pesante di sua proprietà;

f) le imposte e tasse che il venditore ha dovuto pagare sull'ammontare delle fatture nel paese ove avviene il montaggio.

8.2. Quando il montaggio deve essere pagato a forfait, il prezzo esposto nell'offerta comprende globalmente tutte le voci dettagliate nel paragrafo 8.1. Se tuttavia la durata del montaggio è prolungata per qualsiasi causa dovuta al compratore o ad altri suoi fornitori diversi dal venditore contrattuale, e se di conseguenza il lavoro del



personale di quest'ultimo viene ad esserne interrotto o aumentato, ogni tempo di attesa ed ogni lavoro, indennità di soggiorno e spesa di viaggio supplementare di detto personale vengono fatturati in più.

9. PROVE DI COLLAUDO

9.1. (Oggetto e modalità delle prove di collaudo presso il compratore) - Per le macchine ove pattuito il collaudo lo stesso avverrà presso lo stabilimento del compratore.

Il collaudo deve ritenersi effettuato con esito positivo:

- se il compratore presenza al collaudo, in caso di non specifica contestazione per iscritto nel verbale di collaudo degli eventuali difetti di conformità delle macchine, durante o immediatamente dopo la conclusione del collaudo;
- se il compratore dichiara di non voler assistere al collaudo, o comunque non vi presenzi, qualora non risultino dall'eventuale verbale di collaudo redatto dal venditore eventuali difetti di conformità delle macchine.

Il venditore, nell'ipotesi di cui al superiore punto **b**, darà dunque notifica per iscritto al compratore riguardo al collaudo in tempo utile da consentirgli di farsi rappresentare. Se il compratore non è rappresentato, il rapporto relativo al collaudo sarà spedito al compratore il quale sarà tenuto ad approvarne la correttezza. Qualora le modifiche introdotte per rendere le macchine conformi alle prestazioni promesse siano rilevanti, il collaudo potrà essere ripetuto se il venditore vi consente e si terrà con le stesse modalità e conseguenze del primo. I termini di consegna si intendono prorogati di un periodo pari a quello necessario per apportare le modifiche, ovvero, in caso di secondo collaudo, di un periodo pari a quello intercorrente tra il primo ed il secondo collaudo. L'eventuale secondo collaudo avrà per oggetto la sola verifica dello specifico difetto di conformità delle macchine risultanti dal verbale del primo collaudo; il compratore non avrà in ogni caso diritto di contestare l'esistenza di difetti esorbitanti dall'oggetto del collaudo appena indicato.

Quando le opere sono state terminate e hanno superato tutte le prove di collaudo il compratore prende in carico le opere e comincia a decorrere il periodo di garanzia. Quando il montaggio o l'installazione della macchina non devono essere eseguiti dal venditore, il compratore deve eseguirli secondo le indicazioni del costruttore.

9.2. (Messa in funzione presso il compratore) - Quando la messa in funzione presso il compratore sia stata espressamente convenuta per iscritto tra le parti, si procederà alla stessa a cure e spese del compratore.

La messa in funzione delle macchine deve ritenersi effettuata con esito positivo in caso di non specifica contestazione per iscritto, nel verbale di messa in funzione, degli eventuali difetti di conformità delle macchine o dei difetti di esecuzione del montaggio o dell'installazione, durante o immediatamente dopo la conclusione della messa in funzione.

Quando il montaggio o l'installazione delle macchine non devono essere eseguiti dal venditore, il compratore deve ultimarli prima della data prevista per la messa in funzione. Il compratore dovrà comunicare al venditore la data della messa in funzione con un preavviso sufficiente a consentire al personale del venditore di presenziarvi. Salvo diverso accordo tra le parti, il compratore dovrà organizzare la messa in funzione in modo tale che si tenga non oltre trenta giorni dalla conclusione del collaudo: diversamente, a tale data, la messa in funzione deve ritenersi effettuata con esito positivo.

Il compratore deve fornire, gratuitamente ed entro limiti ragionevoli, la forza motrice, i lubrificanti, l'acqua, i combustibili ed i materiali di qualsiasi genere che devono essere utilizzati durante la messa a punto e l'installazione. Egli dovrà parimenti installare gratuitamente ogni dispositivo necessario per le operazioni sopra menzionate.

9.3. (Effetti delle prove di collaudo) - Il compratore decade da ogni diritto, garanzia, azione ed eccezione relativa a difetti di conformità e vizi delle macchine che secondo diligenza avrebbero potuto essere riscontrati con le prove di collaudo, a meno che non siano stati specificamente contestati per iscritto i difetti di conformità o i vizi nel verbale di collaudo, durante o immediatamente dopo il collaudo.

10. TRASFERIMENTO RISCHI

10.1. Tutti i rischi relativi allo smistamento, sollevamento ai piani del fabbricato e alla installazione dei macchinari o parti di essi sono ad esclusivo carico del compratore anche nell'eventualità in cui questi si avvallesse del personale del venditore. Non costituirà deroga in quest'ultimo caso la conseguente richiesta di pagamento dell'opera prestata.

10.2. La merce viaggia a rischio e pericolo del compratore anche quando è venduta "franco destino" ed anche se il trasporto è effettuato con mezzi del venditore.

11. TERMINI DI CONSEGNA

11.1. I termini di consegna per la produzione e per la consegna delle merci, pur se indicati nella conferma d'ordine, sono approssimativi e non essenziali. Gli eventuali ritardi nella consegna che si dovessero verificare non comporteranno alcun diritto del compratore di chiedere la risoluzione del contratto, né di richiedere indennizzi o risarcimenti, per danni diretti o indiretti, o di qualsiasi altro genere per qualsiasi titolo o ragione, ogni eccezione rimossa e disattesa.

11.2. (Consegna ed installazione tardiva) - Qualora la consegna o la installazione delle macchine vengano protratte per fatto del compratore, il pagamento dovrà ugualmente essere effettuato in conformità alle condizioni stabilite, rimossa fin d'ora ogni eccezione, diretta a procrastinare il pagamento stesso anche se, successivamente alla firma dell'ordinazione, sopraggiungessero cause ritenibili di forza maggiore.

11.3. Se il compratore non esegue il ritiro del materiale alla scadenza stabilita, deve ugualmente effettuare tutti i pagamenti connessi alla consegna come se il materiale fosse stato consegnato. Il venditore deve provvedere al magazzino del materiale a spese ed a rischio del compratore ed avrà diritto, dietro notizia per iscritto al compratore, e senza bisogno di chiedere la pronuncia favorevole di alcun Tribunale, di recedere dal contratto e conseguentemente di ottenere dallo stesso il risarcimento di qualsiasi danno subito a causa dell'inadempienza.

11.4. Se il ritardo nella consegna è determinato da una qualsiasi delle circostanze di cui alla clausola **21**, da un atto od omissione da parte del compratore o da qualsiasi altra circostanza imputabile al compratore, il venditore avrà diritto di prorogare i tempi di consegna per il periodo necessario, con riguardo alle circostanze specifiche. Tale disposizione si applicherà indipendentemente dal fatto che la ragione del ritardo si produca prima o dopo la prevista data di consegna.

11.5. Se, per qualsiasi ragione non imputabile alla responsabilità del venditore, il compratore non accetta la consegna nel termine stabilito il venditore potrà risolvere per intero o parzialmente il contratto notificando ciò per iscritto. Il venditore avrà in tal caso diritto al risarcimento della perdita subita a causa dell'inadempimento del compratore, inclusi il danno diretto e il lucro cessante.

12. PAGAMENTO

12.1. I pagamenti devono essere effettuati presso la sede della società venditrice. È riconosciuta espressamente alla ditta Gruppo Pellicola S.r.l. la facoltà di cui all'art. 1461 c.c.

12.2. Qualsiasi pagamento anticipato effettuato dal compratore è considerato come acconto e non costituisce caparra.

12.3. Se la consegna è stata effettuata prima del pagamento dell'intera somma dovuta in base al contratto, il materiale consegnato resta di proprietà del venditore nella misura permessa dalla legge del Paese dove il materiale si trova dopo la consegna, sino a che il pagamento totale non sia stato effettuato. Se detta legge non concede al venditore il patto di riservato dominio, il venditore ha diritto di beneficiare di tutti quegli altri diritti sul materiale che la legge in questione gli permetta di riservarsi. Il compratore deve dare ogni assistenza al venditore nel prendere qualsiasi misura necessaria per proteggere il diritto di proprietà di questo ultimo o gli altri eventuali diritti come sopra precisato. La riserva del diritto di proprietà non avrà effetto sul trasferimento del rischio ai sensi della clausola **10**.

12.4. Se il compratore ritarda nell'effettuare qualsiasi pagamento, il venditore ha diritto, dietro comunicazione scritta inviata al compratore, al pagamento degli interessi di mora al tasso di due punti in più rispetto alla misura legale. Se allo scadere del periodo di ritardo nel pagamento di trenta giorni il compratore è ancora inadempiente, il venditore ha diritto, dietro comunicazione per iscritto al compratore e senza bisogno di chiedere la pronuncia favorevole di alcun Tribunale, di recedere dal contratto e conseguentemente di ottenere dal compratore il risarcimento dell'ammontare del danno subito.

12.5. Indipendentemente dalla forma di pagamento utilizzata, l'obbligazione di pagamento non si estinguerà finché non sarà avvenuto l'accredito irrevocabile sul conto del venditore dell'importo dovuto.

13. LAVORI PREPARATORI

13.1. Spetta al compratore l'esecuzione dei lavori preparatori secondo le indicazioni date dal venditore. Detta esecuzione deve essere portata a termine in tempo utile, ed i basamenti di fondazione devono essere tali da poter ricevere il materiale al momento adatto. Il compratore deve mettere gratuitamente a disposizione la manodopera qualificata complementare che si rivelasse necessaria.

13.2. Il compratore sarà responsabile della messa a disposizione di adeguate fondamenta, costruzioni, attrezzature di sollevamento, personale qualificato, acqua, collegamenti per l'energia elettrica ed altri fluidi, materie prime ed altri materiali, manodopera, servizi ed attrezzature ragionevolmente necessari a permettere ai tecnici del venditore di effettuare l'installazione e la messa in funzione dell'impianto.

14. NORME DI SICUREZZA

14.1. Il compratore deve comunicare dettagliatamente al venditore le norme di sicurezza che egli prescrive al proprio personale e il venditore è tenuto ad assicurarne il rispetto da parte dei suoi dipendenti.

14.2. Se il compratore riscontra delle infrazioni a tali norme, deve avvertirne al più presto e per iscritto il venditore ed ha il diritto di inibire immediatamente l'accesso all'area di installazione ai colpevoli di tali infrazioni.



15. LAVORI EXTRA CONTRATTO

15.1. Il compratore non può, senza il preventivo consenso del venditore, impiegare il personale di quest'ultimo per un lavoro estraneo all'oggetto del contratto. In caso di consenso del venditore, questi non assume nessuna responsabilità per detto lavoro, ed il compratore è responsabile della sicurezza del personale del venditore per il tempo in cui esso è impiegato nel lavoro stesso.

16. DIRITTO DI ISPEZIONE DEL VENDITORE

16.1. Fino alla presa in carico e durante qualsiasi lavoro risultante dalla operatività della garanzia, il venditore ha in qualsiasi momento il diritto di ispezionare le opere durante le ore di lavoro sull'area di installazione.

17. MODIFICHE

17.1. Il venditore si riserva di apportare anche in corso di esecuzione del contratto tutte le modifiche ai beni e oggetto di vendita che, senza alterarne le caratteristiche essenziali e i requisiti di sicurezza, possano risultare necessarie od opportune. Le modifiche di natura tecnica proposte dal compratore successivamente alla conclusione del contratto potranno essere realizzate solo previo accordo scritto tra le parti, nel quale verranno stabilite le conseguenti modifiche dei prezzi, dei termini di consegna e delle ulteriori condizioni del contratto, se del caso.

18. ISTRUZIONE DEL PERSONALE DEL COMPRATORE

18.1. Qualora il contratto lo preveda il venditore fissa le condizioni alle quali assicura l'istruzione da darsi al personale del compratore che dovrà far funzionare il materiale.

19. GARANZIA

19.1. (Conformità delle macchine) - Il venditore si impegna a consegnare macchine conformi al pattuito ed esenti da vizi tali da renderle non idonee all'uso al quale servono abitualmente macchine dello stesso tipo.

Quando il compratore richiede la fornitura di macchine con variazioni di qualunque tipo ed entità rispetto alle macchine riportate nel catalogo del venditore (o, comunque, richiede la fornitura di macchine personalizzate), egli dovrà comunicare per iscritto al venditore i disegni, i documenti tecnici, i dati ed ogni altra istruzione, essendo inteso che il venditore sarà tenuto a consegnare macchine conformi a tali variazioni solo se esse sono state confermate per iscritto dal venditore. È esclusa ogni garanzia per la merce diversa dalle macchine.

19.2. (Estensione della garanzia) - Il venditore non risponde dei difetti di conformità delle macchine e dei vizi derivanti, anche indirettamente, da disegni, progetti, informazioni, software, documentazione, indicazioni, istruzioni, materiali, semilavorati, componenti, altri beni materiali e da quant'altro fornito, indicato o richiesto dal compratore o da terzi che agiscano, a qualunque titolo, per conto di questi; il venditore non risponde inoltre dei difetti di conformità e dei vizi dei materiali, software, semilavorati, componenti e di ogni altro prodotto incorporato o meno nelle macchine, fornite, indicate o richieste dal compratore o da terzi che agiscano, a qualunque titolo, per conto di questi.

Il venditore non risponde inoltre dei difetti di conformità delle macchine e dei vizi dovuti all'usura normale di quelle parti che, per loro natura, sono soggette ad usura rapida e continua (ad es.: guarnizioni, cinghie, spazzole, fusibili, ecc.).

Il venditore parimenti non risponde dei difetti di conformità delle macchine e dei vizi causati dalla non osservanza delle norme previste dal manuale di istruzioni e comunque da un cattivo uso o trattamento delle macchine. Neppure egli risponde per i difetti di conformità e i vizi che dipendono da un errato uso delle macchine da parte del compratore oppure dall'aver egli eseguito modifiche o riparazioni senza il preventivo consenso scritto del venditore. Nel caso di macchine spedite smontate, che devono essere montate dal venditore, ogni garanzia si considera decaduta qualora il montaggio presso il compratore non venga effettuato direttamente dal venditore o almeno sotto il controllo di suo personale specializzato. In nessun caso il venditore è responsabile per difetti di conformità e i vizi che abbiano la loro causa in un fatto successivo al passaggio dei rischi al compratore.

Il venditore non garantisce l'inesistenza di pretese o di diritti fondati sulla proprietà industriale o intellettuale di terzi, relativi alla macchina o alla documentazione comunicata al compratore. È esclusa in ogni caso la responsabilità del venditore per quanto riguarda il calcolo delle fondazioni. Da tale garanzia sono escluse le parti elettriche, i particolari danneggiati per uso improprio o mancata manutenzione, la manodopera necessaria per la sostituzione dei particolari. Non sarà riconosciuto alcun compenso - per spese, danni o mancati utili - sostenuto dal compratore.

19.3. (Durata della garanzia) - La presente garanzia ha durata di 12 mesi a partire dalla data di consegna. Quando invece è convenuto tra le parti che si debba tenere la messa in funzione presso il compratore, la presente garanzia ha durata di 12 mesi a decorrere dalla data di messa in funzione della macchina presso il compratore e, in ogni caso, non più di 15 mesi a partire dalla data della consegna della macchina. Le garanzie sono concesse a condizione che il compratore collabori pienamente con il venditore per tutto il processo di progettazione, installazione, collaudo e messa in funzione e fornisca tutto quanto richiesto per l'installazione, collaudo e messa in funzione dell'impianto come previsto in contratto, ovvero come potrà essere ragionevolmente indicato e richiesto dal venditore.

La garanzia per i pezzi sostituiti o riparati decade lo stesso giorno della scadenza della garanzia della macchina.

19.4. (Denuncia dei difetti di conformità) - Il compratore, a pena di decadenza, dovrà denunciare il difetto di conformità o il vizio delle macchine al venditore specificandone in dettaglio per iscritto la natura, entro 15 giorni da quando egli l'ha scoperto o avrebbe potuto scoprirlo mediante un accurato esame e test delle macchine. In nessun caso la denuncia del difetto di conformità o del vizio potrà comunque essere validamente fatta successivamente alla data di scadenza dei termini di garanzia riportati alla precedente clausola 19.3.

Il compratore decade inoltre dalla garanzia se non consente ogni ragionevole controllo che il venditore richieda o se, avendo il venditore fatto richiesta di restituzione del pezzo difettoso, il compratore ometta di restituire tale pezzo in tempi brevi dalla richiesta.

19.5. (Riparazioni o sostituzioni) - In seguito a regolare denuncia del compratore, effettuata ai sensi della clausola 19.4, il venditore, a propria scelta, dopo essersi accertato dell'esistenza del difetto, potrà:

- fornire gratuitamente al compratore le parti necessarie per sostituire quelle difettose; oppure
- eseguire o fare eseguire a proprie spese da terzi la riparazione; oppure
- rimborsare al compratore il prezzo da questi pagato per le parti dimostratesi difettose.

L'eventuale fornitura delle parti in sostituzione di quelle difettose avverrà Franco Fabbrica.

19.6. (Limitazione di responsabilità del venditore) - Salvo dolo o colpa grave del venditore, l'eventuale risarcimento di qualsiasi danno al compratore non potrà comunque superare la quota di valore della macchina relativa alla parte difettosa.

La garanzia di cui al presente articolo è assorbente e sostitutiva delle garanzie o responsabilità previste per legge ed esclude ogni altra responsabilità del venditore comunque originata dalle merci fornite; in particolare il compratore non potrà avanzare altre richieste di risarcimento del danno, di riduzione del prezzo o di risoluzione del contratto. Decorsa la durata della garanzia nessuna pretesa potrà essere fatta valere.

20. RIPARTIZIONE DELLA RESPONSABILITÀ PER DANNI CAUSATI DAL PRODOTTO

20.1. Il venditore non sarà responsabile di alcun danno al patrimonio che sia stato causato dal prodotto dopo la sua consegna e durante il possesso da parte del compratore. Il venditore non sarà altresì responsabile dei danni a prodotti fabbricati dal compratore o a prodotti dei quali fanno parte i prodotti del compratore.

Se il venditore incorre in responsabilità nei confronti dei terzi in ragione dei danni descritti nel precedente comma, il compratore dovrà indennizzare il venditore, sostenerne la difesa e tenerlo al riparo da rivendicazioni.

21. FORZA MAGGIORE

21.1. Il venditore avrà diritto alla sospensione dall'adempimento previsto dal contratto nella misura in cui un evento di forza maggiore ne impedisca l'adempimento, ossia nell'ipotesi:

- di estraneità dell'accadimento dalla sfera di controllo dell'obbligato;
- di non prevedibilità dell'evento al momento della stipulazione del contratto;
- di insormontabilità del fatto impeditivo o dei suoi esiti;
- di guerre, ribellioni, atti di terrorismo, sabotaggi, epidemie, cicloni, terremoti, siccità, ecc.

22. COMUNICAZIONI

22.1. Fatta salva ogni diversa espressa disposizione in contratto, tutte le comunicazioni dovranno essere effettuate per iscritto all'indirizzo indicato dalle stesse in contratto.

22.2. Ogni informazione comunicata da ciascuna parte all'altra relativa a progettazione, realizzazione, sviluppo dell'impianto, piani finanziari, previsioni e ad ogni altro documento contrassegnato come "confidenziale o riservato" dovrà essere trattata dalla parte che la riceve in maniera riservata e con ogni ragionevole precauzione per assicurarne la segretezza.



23. RISOLUZIONE DEL CONTRATTO

23.1. La risoluzione del contratto, per qualunque causa sia intervenuta, non arreca pregiudizio ai diritti della parte venditrice. Nel caso di risoluzione del contratto, anche prima della sua esecuzione, spetterà al venditore una somma corrispondente almeno al 35% dell'importo totale della fornitura, salva ogni azione per il risarcimento di danni maggiori.

24. COMPOSIZIONE DELLE CONTROVERSIE E LEGGE APPLICABILE

24.1. Per ogni controversia derivante dal contratto o ad essa collegata sarà esclusivamente competente il foro del venditore ossia il Tribunale di Bari, con espressa esclusione di ogni altro foro competente per legge. Le parti espressamente per concorde volontà stabiliscono l'applicazione della legislazione italiana, con ogni esclusione di qualsiasi diversa convenzione internazionale, che si intenderà come non esistente e non applicabile.

Detta competenza non potrà in alcun caso venire derogata neppure nell'ipotesi in cui il compratore intendesse spiegare rivalsa in seguito ad azione promossa da terzi nei di lui confronti e neppure nell'ipotesi prevista dal capoverso dell'art. 2204 del codice civile italiano. Nell'ipotesi che il presente contratto venga concluso all'estero o con cittadino estero, resta fin d'ora concordato in modo tassativo ed esclusivo la giurisdizione dell'autorità giudiziaria italiana.

24.2. Il contratto è retto dalla Legge del Paese della società venditrice, ossia la Legge Italiana.

24.3. Le parti convengono che la redazione in lingua italiana del presente contratto è l'originale e fa fede tra le parti.

Il compratore dichiara di aver preso visione e di accettare espressamente le presenti condizioni generali di vendita.

In queste Condizioni Generali per "materiale" s'intende ogni genere di macchina, apparecchi, materiali ed altri oggetti che il venditore deve fornire in base al contratto. Per "opere" si intende sia il "materiale" che tutti i lavori che il venditore deve effettuare in base al contratto.

PER ACCETTAZIONE

DATA, TIMBRO E FIRMA

Gruppo Pellicola S.r.l.